

Coronavirus : comment éviter le grand plongeon de l'investissement des entreprises

 lesechos.fr/economie-france/conjoncture/coronavirus-comment-eviter-le-grand-plongeon-de-linvestissement-des-entreprises-1203153

Guillaume de Calignon, Les Echos, 15 mai 2020

C'est l'une des grandes difficultés que va rencontrer l'économie française dans les prochains mois. Avec la crise du coronavirus, les interrogations sur le plan sanitaire et mécaniquement les craintes des consommateurs et donc une possible baisse de la demande, les entreprises risquent fort de réduire drastiquement leurs investissements. « *Toutes les entreprises vont faire face à une incertitude systémique sur le niveau d'activité futur* », pointe Eric Chaney, conseiller économique de l'Institut Montaigne et auteur de la note « Rebondir face au Covid-19 : relançons l'investissement » publiée ce vendredi par le think tank libéral.

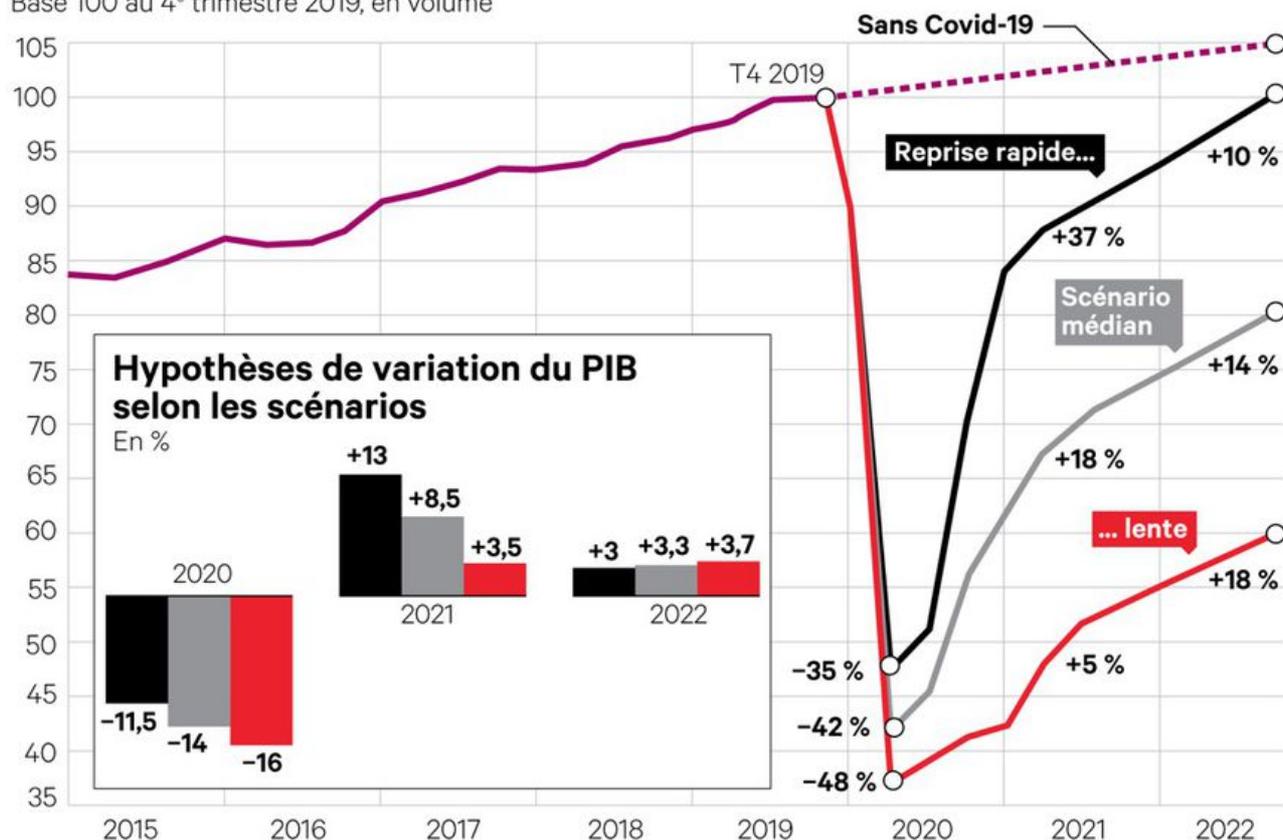
« *L'investissement amplifie la chute du PIB mais il amplifie aussi la reprise. Il va donc falloir le soutenir* », insiste l'économiste. Selon les scénarii, les entreprises pourraient baisser leurs investissements de 35 % à 48 % cette année par rapport à l'an passé. Ainsi, le déficit d'investissement privé par rapport à une situation théorique en l'absence de Covid-19, représenterait fin 2022 entre 200 et 500 milliards d'euros en fonction de la vitesse de la reprise. Des sommes faramineuses qui pourraient plomber la compétitivité française pendant des années.

Une forte hausse du chômage est attendue dans les prochaines semaines

« *Dans une situation où le revenu des salariés est temporairement mais fortement subventionné par l'Etat via le dispositif de chômage partiel et où le taux d'épargne est très élevé, ce n'est pas la consommation qu'il faut soutenir avant tout, c'est l'investissement, qui, à la fois, conditionne le rebond de l'offre et fait partie de la demande* », juge Eric Chaney.

L'évolution de l'investissement des entreprises

Base 100 au 4^e trimestre 2019, en volume



« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSTITUT MONTAIGNE

A Bercy, on en est bien conscient. « *L'investissement sera la clé, car ce qui va le plus manquer aujourd'hui, c'est l'investissement des entreprises, ce qui garantit la qualité de nos produits et la qualité des technologies* », avait souligné le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, le mois dernier à l'Assemblée.

Une aide de 10 % de l'investissement des entreprises

« *Toutes les entreprises vont être touchées, prévient Eric Chaney. Le but n'est pas de faire un plan de soutien favorisant tel ou tel type d'investissement. L'objectif est de retrouver une situation normale le plus vite possible* », insiste l'économiste, alors que beaucoup d'autres voix poussent pour des incitations ciblées (transition écologique, etc.). Eric Chaney propose un soutien public temporaire « *d'un ordre de grandeur de 10 % de l'investissement domestique des entreprises, c'est-à-dire d'environ 25 milliards d'euros sur une base annuelle* ».

Selon lui, « *ces mesures, qui pourraient prendre la forme d'un amortissement accéléré, de crédits d'impôts ou même, pour les plus petites entreprises, d'apports publics en cash, ont vocation à être limitées dans le temps. Il faudrait commencer cette politique de soutien en juillet 2020 et y mettre fin en décembre 2021* », estime l'économiste.

Jean-Hervé Lorenzi : « A la mi-mai, l'économie doit repartir pour éviter une crise sociale »

Avec un problème : avant même le coût du capital, le déterminant principal de l'investissement, ce sont les carnets de commandes. Et s'ils se dégarnissent vite, il sera difficile de faire changer d'avis les entreprises. A côté de la crise sanitaire, c'est donc tout l'enjeu de la politique économique en ce moment. *« Il faut absolument réussir à changer les anticipations des entreprises et des ménages sur l'activité future, sans quoi les erreurs vont se payer très cher »*, prévient Olivier Passet, économiste chez l'institut Xerfi.

Tout se joue maintenant

Et tout va se jouer dans les prochains mois. Car, comme l'écrit Eric Chaney dans son étude, *« de la pertinence des choix faits aussi bien au niveau national qu'eupéen dépendra la vitesse de rattrapage de l'économie, et donc la stabilité sociale et politique du pays. Dans le meilleur des cas, la perte de richesse et donc de revenu pour les Français sera importante, sans nécessairement remettre en cause la stabilité économique et sociale. En revanche, une reprise avortée ou faisant long feu, que ce soit en raison d'une politique sanitaire ou d'un soutien économique mal conçus, se traduirait in fine par une baisse de revenu qu'une grande partie de la population jugerait intolérable »*.

L'objectif du gouvernement cet été est clair : enrayer la crise économique avant qu'elle ne se transforme en crise sociale et politique.